



DECLARATION DU COMITE REGIONAL CGT PACA

ELECTIONS PRESIDENTIELLES : VOTER POUR LE PROGRES SOCIAL

Les élections présidentielles constituent une échéance importante pour les travailleurs, les privés d'emploi et les retraités de notre région, car elles vont être lourdes de conséquences sur leur vie au travail et en dehors. Les résultats du scrutin et la mise en œuvre du programme du candidat élu constitueront des points d'appuis pour défendre et améliorer les garanties collectives des travailleurs ou les remettront tout simplement en cause. De la même manière, les projets de lois portés par le nouveau gouvernement et la nouvelle Assemblée nationale, élue dans la foulée, prendront en compte ou combattront les exigences des mouvements sociaux.

Actuellement la campagne présidentielle est dominée et plombée par les affaires et les scénarios définis par les sondages. L'objectif est d'éloigner nos concitoyens des véritables sujets de préoccupation pour leur avenir. Les prétentions et les revirements individuels, comme l'amorce de recompositions des forces politiques et les tambouilles politiciennes qui les accompagnent, masquent les enjeux cruciaux qui vont définir les contours de la société de demain. Les enquêtes d'opinion essaient de cadrer le possible et le pensable, et entretiennent une certaine prise de distance vis-à-vis des réelles intentions des principaux candidats.

La CGT sur cette région s'est souvent exprimée avant, pendant et après les échéances électorales majeures, comme elle a toujours su se mobiliser sur le contenu des politiques publiques menées et les prétentions patronales pour défendre l'intérêt des salariés actifs ou retraités.

Aujourd'hui, elle entend donc donner son point de vue dans ce contexte préélectoral bouleversé.

Ces élections peuvent donner l'occasion de sortir d'une décennie de politiques d'austérité et de reculs sociaux conduites tant sous la présidence de Nicolas Sarkozy que le François Hollande. Mais elles peuvent aussi déboucher sur une aggravation comme en attestent les projets portés par François Fillon, Emmanuel Macron ou Marine Le Pen. Ils sont tous d'ardents défenseurs d'une économie de marché débridée, qu'aucun d'entre eux ne songe une seule seconde à remettre en cause.

Le quinquennat du socialiste François Hollande, aura été marqué du sceau du renoncement et de la compromission avec les forces patronales et de la finance. Sans jamais revenir sur les directives européennes, ce ne fut qu'une longue et douloureuse remise en cause des conquits sociaux. Le travail comme les services publics considérés comme des coûts à réduire coûte que coûte alors que ce sont des richesses indispensables à la vitalité du pays.

Or, pour commencer à faire du neuf, il faut rompre avec les logiques mortifères des politiques d'austérité, contribuer à une autre répartition des richesses au lieu de leur accumulation, avancer vers une transition écologique au lieu de nier ou d'ignorer les dangers qui menacent notre écosystème, mettre en œuvre une révolution démocratique et sociale dans le pays au lieu de l'étouffer ou la réprimer.

Alors que notre région PACA commence à ressentir durement la politique menée par Christian Estrosi, à la tête du Conseil Régional (dégradation des conditions de transports, coupes sombres dans la formation des jeunes et des privés d'emploi, mise en difficulté des associations, réponses aux seuls besoins du patronat, concurrence entre les territoires...), l'accès à la Présidence de la République d'un-e candidat-e porteur-euse d'un programme de recul social aurait des conséquences désastreuses pour les habitants de notre Région comme pour ceux de l'ensemble du pays.

C'est pourquoi, la CGT porte les exigences formulées lors des mobilisations sociales de ces derniers mois, tant au niveau national (retrait de la Loi Travail – El Khomri) qu'au niveau régional (emploi, développement des services publics, reconquête industrielle). Elle souhaite, à l'occasion de ces élections, mettre au centre des débats et des propositions la question du travail, de sa rémunération (sur la base du SMIC à 1800 euros), de son organisation (32 heures hebdomadaires), de la formation pour y accéder et de l'intervention des travailleurs sur les choix et décisions dans les entreprises et les services.

Pour cela, la place et le rôle des organisations syndicales et des représentants des salariés doivent être renforcés au contraire de ce qu'ont fait les gouvernements précédents.

Les moyens existent pour une politique ambitieuse, répondant aux besoins de notre pays et des travailleurs du secteur privé comme du public, qui créent la richesse. Les moyens existent pour satisfaire des revendications des salariés, privés d'emplois et retraités. Les moyens existent également pour assurer une protection sociale de haut niveau pour tous et pour renforcer les services publics. Il n'y a qu'à regarder du côté des dividendes mirobolants versés aux actionnaires des grandes firmes multinationales, des milliards d'argent public dépensés sans contrepartie en faveur de ces mêmes entreprises (C.I.C.E., pacte de responsabilité et exonérations en tous genres...), sans aucun effet sur l'emploi et le développement du pays.

Le Comité Régional CGT PACA appelle à faire barrage, dès le premier tour des élections présidentielles, aux candidats porteurs de régression sociale que ce soit François Fillon, Emmanuel Macron, candidats du Medef.

Enfin, il alerte tout particulièrement sur le danger que représente la candidate de l'extrême-droite, Marine Le Pen pour le monde du travail. Son objectif n'est pas de satisfaire les revendications des travailleurs mais de les diviser pour mieux les exploiter. Son faux-nez social ne doit pas tromper les électeurs : le programme du F.N. ménage les intérêts des grandes firmes multinationales et vise à démanteler le système de protection sociale, et n'améliorera en rien la qualité et le niveau de vie des salariés, des retraités, des privés d'emploi. **De ce côté là, il n'y a que du pire à attendre !**

Le Comité Régional CGT PACA appelle les salariés, privés d'emploi et retraités à aller voter et à regarder de près les programmes des candidats.

Les électeurs devront faire un choix important, le 23 avril prochain.

Le choix du progrès social.